



RENNES, le 22 FEV 2006

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

4, square René Cassin
35700 RENNES
Téléphone : 02 99 27 66 66
Télécopie : 02 99 27 66 70

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

GROUPE DE SUBDIVISIONS
D'ILLE-ET-VILAINE

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Demande d'autorisation de la SAS BRIDOR à SERVON-SUR-VILAINE

REF. : Transmissions préfectorales des 15 février et 24 juin 2005

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral et ses annexes

Par transmission visée en référence, Madame la Préfète d'Ille-et-Vilaine nous a communiqué, pour avis et rapport de synthèse, le dossier de demande d'autorisation présenté par la SAS BRIDOR relatif à l'extension de son établissement de SERVON-SUR-VILAINE et à la création d'une station d'épuration, ainsi que les différents avis exprimés lors de l'instruction de ce dossier.

1. Présentation du dossier de demande

1.1 – Le demandeur – L'objet du dossier

Le dossier est présenté par la SAS BRIDOR dont le siège social est situé CS 43814 - ZA de l'Olivet - SERVON-SUR-VILAINE – 35538 NOYAL-SUR-VILAINE Cedex et concerne l'établissement sis à cette même adresse.

La société BRIDOR est spécialisée dans la production de viennoiseries et implantée sur la commune de SERVON-SUR-VILAINE depuis plus de 15 ans. Elle est filiale du groupe LE DUFF.

Sa situation financière apparaît saine et propre aux investissements envisagés.

220 personnes composent actuellement les effectifs du site.

En vue de répondre au développement du marché des viennoiseries prêtes à cuire et de pérenniser son outil de production, la société BRIDOR envisage :

- l'augmentation de son activité,
- l'extension des locaux de l'usine accompagnant l'augmentation d'activité,
- la modification du mode de gestion de ses eaux usées.

1.2 – Le site d'implantation

L'établissement BRIDOR est situé sur la commune de SERVON-SUR-VILAINE dans la zone d'activités Olivet au lieu-dit « La Fertais ». Il est longé au Sud par la RN n° 157 (RENNES-ORLEANS). La RD n° 101 à l'Ouest permet d'accéder au site. L'accès est également possible depuis la RD n° 93 par la VC n° 8 implantée à l'Est du site.

Dans un rayon de 300 m autour du site, le voisinage est constitué de :

au Sud de la RN n° 157

- l'ensemble des installations de l'usine BRIDOR,
- CIFA (carrosserie industrielle frigorifique),
- POSTIC (transports routiers),
- SAUVAGER (travaux publics),
- EFPB (Entreprise Frigorifique des Portes de Bretagne),
- ASPO (travaux publics),
- LEBRIS Location (achats/ventes de poids lourds).

et au Nord de la RN n° 157 au niveau du parc d'activités de « La Boisinière » :

- 2M DISTRIBUTION (vente/location de matériel BTP et espaces verts),
- APROLIS (entreprise de chariots élévateurs),
- ACODIM (entreprise de chariots élévateurs).

On recense également aux alentours du site quelques habitations.

Localisation	Situation par rapport au site	Distance par rapport aux limites de propriété	Distances par rapport aux installations
Lieu-dit « Les Marais »	Sud-Ouest	160 m	360 m
Lieu-dit « La Neude »	Nord-Ouest	65 m	120 m
Lieu-dit « Le Coq Rouge »	Nord-Ouest	107 m	155 m
Lieu-dit « La Boissinière »	Nord	120 m	160 m
Lieu-dit « La Meslinière »	Est	7 m	152 m
Le long de la voie communale n° 8	Sud-Est	0	150 m

Au Sud du site s'étendent des parcelles agricoles.

Le site n'est pas implanté dans une zone de protection du patrimoine naturel ou culturel. Les plus proches monuments inscrits ou classés sont recensés à plus d'1 km.

1.3 – Caractéristiques du projet

La société BRIDOR est spécialisée dans la production de viennoiseries et pains.

L'unité de production est actuellement composée de cinq lignes de production pour les viennoiseries et d'une ligne de production pour le pain mise en place début 2005. Une ligne supplémentaire viendra renforcer le dispositif. La société BRIDOR envisage ainsi d'augmenter sa production actuelle limitée à 26 600 t/an jusqu'à 50 000 t/an à l'horizon 2010.

Le process de fabrication se décompose ainsi :

- réception et stockage des matières premières,
- confection des pâtes : pétrissage, tourage, laminage, façonnage ...
- surgélation,
- conditionnement,
- stockage,
- préparation des commandes,
- expédition.

L'augmentation de production envisagée s'accompagnera des évolutions suivantes :

- extension de la salle de production,
 - création de locaux :
 - un laboratoire de recherche et de développement,
 - un atelier de maintenance,
 - un local de déchets accueillant des compacteurs,
 - un local réfrigéré pour les déchets organiques,
 - un local de stockage pour les produits lessiviels,
 - une nouvelle salle des machines froid,
 - un nouveau local de charge,
 - un nouveau local électrique,
 - un nouveau local de stockage emballage. Ce local sera mitoyen du local existant et l'accès se fera depuis le local de stockage actuel,
-
- création d'une station d'épuration à l'horizon 2008.

1.4 – Situation administrative

La société BRIDOR a été autorisée à exploiter le site de SERVON-SUR-VILAINE par arrêté préfectoral du 7 septembre 1998.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après :

Rubrique de la nomenclature	Activité	Capacité, caractéristiques ou volume des activités		Régime futur
		Situation autorisée	Situation future	
2220-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, surgélation... La quantité de produits entrants étant supérieure à 10 t/j	<u>Produits finis</u> : 95 t/j en moyenne 120 t/j en pointe 26 600 t/an	<u>Matières entrantes</u> : 109 t/j en moyenne 162 t/j en pointe <u>Produits finis</u> 200 t/j en moyenne 240 t/j en pointe 50 000 t/an	Autorisation
2221-1	Préparation ou conservation de produits d'origine animale par découpage, cuisson, surgélation ... La quantité de produits entrants étant supérieure à 2 t/j	<u>Matières entrantes</u> 2,5 t/j au maximum	<u>Matières entrantes</u> 12,2 t/j au maximum	Autorisation
2920-1-a	Installation de réfrigération ou de compression à l'ammoniac La puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	1 320 kW	1 716 kW	Autorisation
2921-1	Installation de refroidissement d'air n'étant pas de type « circuit primaire fermé » et dont la puissance thermique évacuée est supérieure à 2 000 kW	-	2 674 kW	Autorisation
1136	Emploi et stockage d'ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1,5 t mais inférieure à 200 t	10 t	8,6 t	Autorisation
2921-2	Installation de refroidissement d'air de type « circuit primaire fermé »	-	-	Déclaration
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	-	21 528 m ³	Déclaration
2920 b	Installations de réfrigération ou compression de fluides non toxiques (air) La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	80 kW	120 kW	Déclaration

Rubrique de la nomenclature	Activité	Capacité, caractéristiques ou volume des activités		Régime futur
		Situation autorisée	Situation future	
2925	Atelier de charge d'accumulateur La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	42 kW	15,6 kW	Déclaration
2230	Réception, stockage et transformation de produits issus du lait La capacité journalière de traitement exprimé en équivalent litre de lait étant supérieure à 70 000 litres par jour	490 000 l équivalent lait	-	Non Classé
1530	Stockage de cartons ou matériaux analogues	1 800 m ³	210 m ³	Non Classé

1.5 – Inconvénients liés au projet et mesures compensatoires

Dans son dossier, le demandeur recense les inconvénients liés à l'exploitation de son établissement et à son développement et présente les mesures compensatoires prises ou à mettre en œuvre. Ces informations peuvent se résumer de la façon suivante :

1.5.1 – Le site

Aucune zone naturelle remarquable et aucun site classé ou inscrit ne sont recensés à proximité du site.

Les modifications qui seront apportées au bâti seront faibles et peu visibles, intégrées dans le contexte d'une zone d'activités industrielles.

Elles auront donc un impact faible.

1.5.2 – L'eau

a) Alimentation - Consommation

Le site est approvisionné en eau par le réseau d'adduction public. L'ouvrage de raccordement est équipé d'un compteur totalisateur et d'un dispositif de disconnection.

La consommation d'eau en 2004 s'est élevée à 32 214 m³. Sur la base d'un ratio maximum de l'ordre de 1,5 m³ d'eau consommée par tonne de produits finis, le demandeur estime que sa consommation devrait s'élever à 75 000 m³ d'eau par an en 2010.

b) Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées séparément des eaux usées générées par l'activité de BRIDOR suivant différents réseaux :

- les eaux pluviales de toitures rejoignent un bassin de régulation de 1 350 m³ avant rejet au réseau communal ;
- les eaux pluviales de voiries rejoignent un second bassin de régulation de 910 m³ équipé d'un séparateur à hydrocarbures en sortie avant rejet au réseau communal ;
- les eaux pluviales récoltées sur l'aire de dépotage des farines sont dirigées vers la lagune de stockage des eaux usées ;
- les eaux pluviales recueillies au niveau de l'aire actuelle de stockage des déchets sont également dirigées vers la lagune de stockage des eaux usées mais après passage dans un débourbeur.

Dans le cadre du projet, les bassins de régulation apparaissent suffisamment dimensionnés pour faire face à l'augmentation des surfaces imperméabilisées (toitures et voiries).

Cependant, le bassin de régulation des eaux pluviales de voiries sera réaménagé en bassin « à sec » et sa capacité sera augmentée à 1 350 m³ afin de pouvoir l'utiliser comme bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.

c) Eaux usées sanitaires

Les eaux sanitaires sont actuellement traitées par un dispositif d'assainissement autonome composé d'une fosse toutes eaux et d'un réseau d'épandage souterrain.

Au regard de l'augmentation d'effectifs prévues, les eaux sanitaires seront dirigées vers la station d'épuration communale de BRECE / SERVON-SUR-VILAINE.

Le dossier présente les autorisations de déversement des eaux sanitaires délivrées à la société BRIDOR par le propriétaire du réseau d'assainissement et le gestionnaire de la station.

d) Eaux usées industrielles

Actuellement, les eaux usées industrielles (qui proviennent des opérations de lavage) sont collectées par un réseau séparatif puis sont dirigées vers un bassin de stockage équipé d'un aérateur avant d'être valorisées par épuration agronomique.

Une extension du périmètre d'épandage a été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2005.

Le périmètre d'épandage projeté présente les mêmes caractéristiques, celui-ci étant capable d'absorber l'augmentation du volume d'effluents à épandre jusqu'en 2007.

Il comprend 39,1 ha dont 30,8 ha reconnus aptes à l'épandage :

- 1,5 ha de classe 1, où l'épandage ne pourra être autorisé qu'en période de déficit hydrique,
- 29,3 ha de classe 2, où l'épandage pourra être autorisé toute l'année.

Les parcelles concernées sont situées sur les communes de DOMAGNE, SERVON-SUR-VILAINE et NOYAL-SUR-VILAINE.

Compte tenu des contraintes réglementaires, les disponibilités du périmètre sont estimées à :

N	P ₂ O ₅	K ₂ O	
1 796	733	2 506	kg/an

Compte tenu des volumes d'effluents auxquels la société BRIDOR devra faire face à terme de par son augmentation de production (0,5 m³ d'effluents par tonne de produits finis), différentes filières d'épuration ont été étudiées.

Un projet de station d'épuration biologique a été retenu. Celle-ci devra être opérationnelle en 2008.

L'étude de l'acceptabilité du milieu récepteur (la Vilaine, par l'intermédiaire du ruisseau de l'Olivet puis de l'Aubrière) a permis de déterminer la qualité nécessaire des rejets :

Paramètres	Concentration mg/l	Flux kg/j
Volume	85 m ³ /j	
MES	30	2,55
DCO	90	7,65
DBO5	20	1,7
NK	10	0,85
NGL	30	2,55
P – étiage (mai à octobre)	2	0,17
– hors étiage (novembre à avril)	4	0,34

La filière permettant d'atteindre cette qualité se décompose de la manière suivante :

- dessablage,
- tamisage,
- comptage,
- auto-contrôle amont,
- bassin d'aération,
- clarificateur,
- auto-contrôle aval.

Les boues digérées et égouttées issues de ce traitement seront épandues dans le cadre du périmètre d'épandage précité en lieu et place des effluents bruts actuels.

1.5.3 - Air

En fonctionnement normal, les émissions atmosphériques sont :

- les émissions issues des installations de combustion

La chaudière et le four, d'une faible puissance et fonctionnant au gaz naturel sont à l'origine de très faibles émissions.

- les émissions olfactives

Les opérations de transformation sont réalisées à l'intérieur des bâtiments.

Dans le cadre du projet, il est prévu que les déchets organiques solides issus de l'activité soient stockés dans un local spécifique réfrigéré.

Le traitement actuel des effluents comprend l'aération lors de la phase de stockage afin de limiter la fermentation et le développement de mauvaises odeurs. Ce bassin est par ailleurs vidangé et nettoyé trois fois par an.

Les modalités d'épandage tiennent aussi compte de la prévention des nuisances olfactives (date, direction du vent, matériel).

Le bon dimensionnement de la station et la qualité des boues devraient assurer le maintien de faibles nuisances olfactives.

1.5.4 – Bruit

Des mesures des niveaux sonores réalisées en juin 2004 montrent que la société BRIDOR respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 1998 en matière de bruit.

Les niveaux sonores des installations projetées ont été évalués et leur faible contribution permet d'estimer que les limites réglementaires resteront respectées.

1.5.5 – Déchets

Chaque catégorie de déchets bénéficie d'une filière de reprise en valorisation ou en recyclage spécifique.

Dans le cadre du projet, des améliorations seront apportées dans leur traitement :

- changement du mode de stockage de certains produits, générant ainsi moins de déchets d'emballage ;
- stockage des déchets organiques dans un local réfrigéré ;
- local de stockage spécifique.

1.5.6 – Transport et approvisionnement

L'augmentation du trafic liée à celles des effectifs, des livraisons et des expéditions n'aura qu'un impact très faible sur la circulation au regard de l'intensité du trafic sur la RN n° 157.

1.5.7 – Santé

Au terme d'une étude spécifique, le demandeur a conclu que les mesures qui seront mises en place et les mesures compensatoires adoptées dans son projet offrent une réponse adaptée aux différents risques retenus. Ainsi, l'activité de la société BRIDOR présentera un niveau de risque sur la santé acceptable dans les conditions d'exploitation prévues.

Les investissements destinés à limiter les impacts sur l'environnement dans le cadre de ce projet ont été évalués par la société BRIDOR à plus de 1,3 million d'euros.

1.6 – Risques liés à l'exploitation du site et moyens de prévention/protection proposés

Les principaux risques identifiés par le demandeur sont les suivants :

- ① une explosion ou un incendie lié au dysfonctionnement d'un équipement ou à un incident ;
- ② un déversement de liquides polluants ;
- ③ une fuite d'ammoniac.

① Explosion ou incendie

Le demandeur a identifié des zones de dangers d'explosion telles que l'atelier de charge d'accumulateurs, les installations de combustion, les stockages d'hydrocarbures ... et également envisagé le cas particulier de l'explosion de poussières au niveau des silos de farine.

En particulier, le demandeur a étudié les conséquences en cas d'explosion d'un silo de farine en calculant les distances d'effets significatifs pour l'homme. Celles-ci restent largement à l'intérieur des limites de propriété.

Le demandeur a également identifié les zones où un feu est susceptible de se développer. Ce sont principalement les lieux de stockage d'emballages et de produits finis.

Un calcul des flux thermiques établi par le demandeur montre qu'aucun effet significatif ne sera ressenti en dehors du local grâce à la présence des murs coupe-feu.

Outre les mesures de contrôle des appareils, le choix des équipements, la mise en place de consignes et de procédures ainsi que la formation du personnel qui permettent de prévenir la survenance de tels événements, le site est équipé d'un réseau de détection incendie associé à une surveillance 24h/24, d'un réseau de RIA, de nombreux extincteurs et l'ensemble des locaux (hormis les chambres froides négatives et les surgélateurs) est sprinklé.

Le bassin de régulation des eaux pluviales de toitures assure l'alimentation du sprinkler et les besoins en eau des pompiers. Deux bornes incendie, au Sud du bâtiment, d'un débit unitaire de 60 m³, viendront compléter ce dispositif.

② Déversement de produits polluants

Afin de prévenir tout déversement de produits polluants au milieu naturel, le demandeur a prévu les principales mesures suivantes :

- mise sur rétention des produits dangereux,
- contrôle de l'étanchéité des contenants,
- bassin de confinement des eaux incendie.

③ Fuite d'ammoniac

Une étude de dangers spécifiques aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac a été menée par le demandeur.

Elle s'appuie notamment sur les résultats d'une analyse des méthodes de défaillance, de leur effet et de leur criticité (AMDEC) qui a conduit à une étude de dispersion en cas de fuite d'ammoniac.

Dix scénarios de fuite à forte criticité ont été retenus (rupture de différentes tuyauteries, conditions pénalisantes ...) et ont fait l'objet d'une étude de cas et d'un calcul des zones d'effets significatifs pour l'homme.

Compte tenu des caractéristiques des installations en place (volume, hauteur ...) et des mesures de prévention mises en œuvre (rétention, détecteurs, ventilation, soupapes ..), l'étude conclut que pour les scénarii étudiés aucun effet n'est perceptible au sol.

2. La consultation et l'enquête publique

2.1 – Avis des services de l'Etat

- Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

N'a pas d'observation particulière.

- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

« Le dossier suscite les remarques suivantes :

Dans le domaine de la protection de la ressource en eau d'alimentation, la création d'une station d'épuration spécifique pour les eaux usées industrielles et le raccordement des eaux usées sanitaires sur le réseau communal de SERVON-SUR-VILAINE apporteront une amélioration sensible de la situation. Cependant, les rejets d'eaux traitées dans la Vilaine via le ruisseau d'Olivet représentent bien entendu un risque potentiel de pollution direct.

Les normes de rejet proposées pour la future station d'épuration industrielle ne sont pas très sévères. Les valeurs des concentrations en phosphore pourraient être portées à 1,2 mg/l en étiage et à 2 mg/l hors étiage, en cohérence avec les normes appliquées aux stations communales. Cette modification est sans grand impact pour le fonctionnement de la station puisque l'effluent brut semble plutôt carencé en phosphore.

L'impact calculé du rejet sur la qualité de la Vilaine est réduit, l'impact en mode dégradé reste limité.

Dans le domaine du bruit émis dans l'environnement, l'étude conclut sur l'absence de dépassement des émergences réglementaires en périodes nocturne et diurne.

Dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires, le dossier comprend un chapitre bien développé. La description socio-économique de la population concernée est réalisée, les dangers sont identifiés, avec un recensement précis des agents chimiques, biologiques et physiques, la sélection des agents est bien justifiée et les effets sur la santé sont décrits.

Une présentation plus détaillée des riverains aurait toutefois pu présenter un intérêt.

L'identification des dangers, les voies de transfert et les relations dose-réponse sont bien présentées. Des valeurs toxicologiques de référence sont fournies pour le NO₂, SO₂ et NH₃.

La présentation des risques biologiques liés au voisinage de la station d'épuration est complète. La distance minimum d'éloignement par rapport aux habitations de 170 m combinée à l'absence d'eaux usées sanitaires permet une conclusion favorable.

En terme d'émission gazeuse, la chaudière au gaz naturel présente un faible risque ce qui permet une appréciation favorable de la situation. Toutefois, le calcul n'a pas été mené à son terme. Aucun indice de risque n'est fourni et la conclusion favorable n'est pas étayée par ce calcul. On peut regretter cette lacune.

Le dispositif de prévention de la légionellose devrait apporter de bonnes garanties pour le suivi de l'exposition des populations voisines.

En conclusion, le dossier déposé par la société BRIDOR, bien que perfectible au niveau de l'évaluation des risques sanitaires, reçoit compte tenu des éléments fournis et du contexte un avis favorable de ma part. »

➤ Service Départemental d'Incendie et de Secours

Avis favorable à la réalisation du projet sous réserve des mesures suivantes :

↳ prévoir les ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie en cas de sinistre de sorte que les services d'incendies disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 360 m³/h pendant 2 heures (non compris l'alimentation du réseau d'extinction automatique à eau).

Cette mesure pourra être réalisée :

- soit à partir du réseau d'eau, par l'implantation de poteaux d'incendie de 100 mm alimentés par une conduite de diamètre au moins égal à 100 mm permettant un débit simultané de 60 m³/h chacun et situés au plus à 200 m des bâtiments à défendre ;
- soit à partir de réserves d'eau d'au moins 120 m³ chacune située à moins de 200 mètres des bâtiments à défendre, accessible en permanence ;
- soit à partir de points d'eau naturels, d'une capacité minimum de 120 m³ conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à :
 - a) permettre la mise en station des engins pompe auprès de ces réserves, par la création de plates-formes d'aspiration, facilement accessibles en toutes circonstances présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un engin pompe (8 m x 4 m = 32 m²) ;
 - b) limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres, dans le cas le plus défavorable ;
 - c) vérifier la constance des volumes d'eau contenus ;
 - d) protéger leurs périphéries, au moyen de clôtures, munies de portillons d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites ;
 - e) les positionner à moins de 200 mètres des bâtiments à défendre et les signaler au moyen de pancartes toujours visibles.

➤ Direction Départementale de l'Équipement

Indique qu'une demande de permis de construire est en cours d'instruction.

➤ Direction Régionale des Affaires Culturelles

« Je vous informe qu'aucun site archéologique n'est actuellement recensé dans l'emprise de l'aire d'étude ou à sa proximité immédiate.

Compte tenu de l'emprise des travaux envisagés et de l'absence de tout indice de site archéologique au sein de l'aire d'étude ou à sa proximité, je vous informe que le Ministère de la Culture et de la Communication, Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régional de l'Archéologie ne sollicitera pas la réalisation d'un diagnostic archéologique préalable aux travaux envisagés, sauf si un élément nouveau de localisation d'un site ou indice de site archéologique devait ultérieurement être porté à ma connaissance. »

➤ Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

« Ce dossier m'amène à formuler les remarques suivantes :

- *Le traitement des eaux industrielles s'effectuera par une station d'épuration type boues activées dont la construction est prévue pour une mise en service en 2008.*
- *Les normes de rejet proposées ont été établies en prenant en compte l'acceptabilité de la Vilaine au niveau de SERVON-SUR-VILAINE. Néanmoins, le rejet s'effectuera dans un affluent, le ruisseau de l'Aubrière et l'Olivet dont, compte tenu du débit très faible, l'acceptabilité est peu importante. Un calcul complémentaire doit donc être effectué ; en tout état de cause ces normes ne pourront être inférieures aux seuils ci-après.*

D'autre part, la mise en œuvre de la DCE appelle une vigilance accrue du traitement du phosphore et la même valeur de concentration du rejet doit être retenue en étiage ou hors étiage.

	Etiage	Hors étiage
DBO5	15	15
DCO	90	90
MES	25	25
NK	8	10
NGL	15	30
NH ₄ ⁺	3	3
Pt	2	2

La période d'étiage s'entend du 15 juin au 15 octobre.

- *Concernant les eaux usées sanitaires, j'ai bien noté que le raccordement était prévu sur la STEP intercommunale.*
- *Concernant les eaux pluviales, un bassin complémentaire de 1 350 m³ sera mis en place pour cette gestion.*
- *Plan d'épandage : le système de traitement par épuration agronomique sera poursuivi jusqu'à la mise en place de la STEP à construire prévue en 2008.*

Il est indiqué que le plan d'épandage actuel est suffisant à l'horizon 2010 pour l'élimination des boues produites.

Compte tenu de la modification des normes de rejet demandée par mes soins, le volume des boues est susceptible d'être modifié ; le plan d'épandage doit être vérifié. D'autre part, il est primordial que les efforts soient maintenus pour une mise en service effective de la STEP en 2008, l'épandage d'effluent en période hivernale n'étant absolument pas satisfaisant et devant être considéré comme une période de transition.

Compte tenu des éléments ci-dessus, j'émet un avis réservé dans l'attente d'un engagement sur des normes de rejet plus contraignantes et la vérification de l'adéquation du plan d'épandage. »

2.2 – Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de SERVON-SUR-VILAINE, OSSE, BRECE, DOMAGNE, NOYAL-SUR-VILAINE et CHATEAUBOURG ont émis un avis favorable au projet.

Dans sa délibération, le conseil municipal de CHATEAUBOURG souligne la possibilité de propagation d'odeurs sur la commune en fonction des vents et indique son souhait que la partie sud de la station d'épuration soit paysagée dans la mesure où elle se situe en limite d'un axe important desservant la zone d'activités des Portes de Bretagne.

2.3 – L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 11 avril au 13 mai 2005. Le rayon d'affichage concernait les communes de SERVON-SUR-VILAINE, NOYAL-SUR-VILAINE, OSSE, CHATEAUBOURG, BRECE et DOMAGNE.

Les permanences du commissaire enquêteur, M. Yves HERVE, ont été assurées en mairie de SERVON-SUR-VILAINE et lui ont permis de rencontrer deux riverains et de recueillir une déposition.

Ces deux personnes n'ont pas remis en cause le principe du remplacement du système actuel d'épandage par une station d'épuration mais ont exprimé le souhait que toutes les dispositions techniques soient prises pour éviter les gênes à proximité.

Le commissaire enquêteur a sollicité et obtenu auprès de BRIDOR des compléments d'information.

Sur ces bases, il conclut ainsi :

« *Considérant que :*

- *le projet soumis à enquête, présenté dans des conditions satisfaisantes d'information du public, n'a pas conduit la population interrogée à exprimer de préoccupations particulières, sauf, et de manière limitée, pour ce qui concerne le dispositif futur de traitement des effluents de cette unité industrielle ;*

- les dispositions prises pour limiter les risques et conséquences pour l'environnement de cette extension d'activité paraissent satisfaisantes et conformes à la réglementation actuelle (sous réserves des analyses techniques approfondies à réaliser par les services d'instruction) ;
- l'industriel a prévu dans ce projet une modification du système de traitement des effluents (construction d'une station d'épuration biologique) pour prendre en compte les limites du procédé actuel d'épandage, qui ne pourrait être suffisamment dimensionné pour suivre le développement de ses productions ;

j'émet un avis favorable à ce projet d'extension d'activité industrielle et de modification du procédé de traitement des effluents, en recommandant que :

- *le projet d'exploitation d'une station d'épuration soit présenté, le moment venu, d'une manière plus complète, après concertation avec les responsables locaux et les services publics compétents. »*

3. Analyse des observations émises

Dans l'ensemble, peu de remarques ont été formulées au cours des enquêtes publique et administrative. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- caractéristiques de la station d'épuration,
- qualité des rejets en sortie de station d'épuration,
- épandage des boues,
- odeurs,
- défense incendie,
- intégration paysagère.

3.1 – Caractéristiques de la station d'épuration

Dans son rapport, le commissaire enquêteur a porté une attention particulière au projet de station d'épuration prévue par BRIDOR pour le traitement de ses effluents.

« Ces effluents sont actuellement valorisés par l'épandage sur des terres agricoles riveraines. Ce système donne actuellement satisfaction mais ne pourra pas être adapté au développement de l'usine en raison des surfaces nécessaires qui ne pourront pas être trouvées à proximité.

Une enquête publique récente, que j'avais conduite, a conclu à la nécessité de prévoir son remplacement par une épuration en station biologique dès lors que les quantités d'effluents à traiter excèderaient 15 000 tonnes par an.

L'exploitant a décidé de suivre cette voie, à laquelle il était d'emblée favorable, et présente donc un projet dans ce sens.

Toutefois les documents apportés à l'enquête publique ne peuvent constituer qu'un « pré-projet » car les éléments techniques, de même que la localisation précise de la station, les modalités de traitement et de rejet final ... demeurent incomplets.

Nous ne pouvons donc pas suivre totalement le souhait du pétitionnaire lorsque, en conclusion de son mémoire en réponse, il sollicite dès à présent une autorisation de rejet dans la Vilaine. Si le principe peut en être accepté et découlera du reste de l'installation d'une station d'épuration, une autorisation de rejet nécessitera une étude à partir d'éléments plus complets : charge résiduelle, éléments de contrôle en continu, systèmes de sécurité...

Dans son mémoire en réponse aux questions du commissaire enquêteur, l'industriel précise d'ailleurs que les éléments présentés dans ce dossier d'enquête constituent un « pré-projet » et il s'engage « le moment venu, à présenter un projet détaillé précisant l'implantation de la station, son dimensionnement ... ». Le suivi de ce point sera important pour répondre aux préoccupations des riverains qui se sont exprimés uniquement sur cet aspect au cours de l'enquête publique. Dans un courrier adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, qu'il nous avait communiqué, le pétitionnaire indique d'ailleurs qu'il aurait souhaité que l'information sur l'enquête ne porte que sur l'extension de l'activité industrielle. Il envisage une nouvelle enquête en 2007 lorsque l'augmentation de la capacité de production conduira à la création de cette station d'épuration. Il appartient aux services instructeurs de se prononcer sur la nécessité de cette consultation. Cependant, compte tenu de la sensibilité du public sur ce point, incomplètement traité dans le dossier actuel, cette consultation pourrait être souhaitable. »

La demande d'extension de la société BRIDOR s'appuie sur la mise en service à échéance 2008 d'une station d'épuration, équipement retenu parmi d'autres solutions comme réponse pertinente pour faire face à l'augmentation des volumes d'effluents liés à l'activité.

Cette demande d'extension n'aurait pu être instruite sans un projet d'outil de traitement d'ores et déjà réfléchi et adapté à la situation future, l'augmentation de l'activité au-delà de 2007 et par voie de conséquence des effluents produits n'étant pas viable compte tenu du périmètre d'épandage actuel.

Les éléments apportés par le demandeur dans son dossier, et notamment l'étude d'acceptabilité du milieu récepteur, nous apparaissent suffisamment développés pour élaborer les prescriptions de fonctionnement de la station d'épuration.

L'instruction en 2007 d'une nouvelle demande d'autorisation avec enquêtes publique et administrative ne nous apparaît donc pas nécessaire.

3.2 – Qualité des rejets en sortie de station d'épuration

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et plus particulièrement la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ont signalé que les valeurs limites de rejet d'effluent traité devaient être abaissées.

Consulté sur ce point, le demandeur a transmis des éléments de calcul d'acceptabilité plus détaillé ainsi qu'une nouvelle proposition de valeurs limites :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	30
DCO	90

Paramètres	Concentration (mg/l)
DBO ₅	20
NK	10
NGL	25 à l'étiage (mai à octobre) 30 hors étiage (novembre à avril)
P	2
NH ₄	3 à l'étiage 6 hors étiage

La période d'étiage s'entend du 15 juin au 15 octobre.

Afin de faire face aux difficultés éventuelles d'exploitation, le demandeur propose que 10 % des résultats des mesures puissent dépasser ces valeurs limites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Consultée sur ces nouveaux éléments, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt a émis un avis favorable à ce dossier dans ces conditions par lettre en date du 8 juillet 2005.

3.3 – Epandage des boues

Le demandeur a rappelé le point suivant :

« Concernant le périmètre d'épandage, celui-ci a été dimensionné sur la base de 100 % de l'azote organique contenu dans les boues et 100 % du phosphore contenu dans les effluents bruts : en conséquence, la modification des valeurs limites de rejet est sans effet sur le dimensionnement du périmètre. »

De plus, le projet d'arrêté d'autorisation prévoit la remise d'une étude visant à vérifier l'adéquation du périmètre d'épandage autorisé à la qualité et au volume des boues qui seront produites par la station d'épuration.

3.4 - Odeurs

Le demandeur a confirmé que le bassin tampon sera équipé d'un hydroéjecteur pour éviter les concentrations et problèmes de fermentation et a indiqué qu'il était prévu deux vidanges complètes et nettoiyages du ou des bassins par an.

3.5 – Défense incendie

Le demandeur a confirmé que les caractéristiques du bassin de récupération des eaux pluviales de toiture répondaient aux exigences du Service Départemental d'Incendie et de Secours en matière de défense incendie.

3.6 – Intégration paysagère

Le demandeur a indiqué que les installations seront protégées par des haies arbustives en limites de propriété, notamment le long du parc d'activités des Portes de Bretagne.

4. Analyse critique de l'étude de dangers NH3

4.1 - Contexte

Madame la Préfète d'Ille-et-Vilaine a sollicité auprès de l'exploitant la réalisation d'une analyse critique par un tiers expert de l'étude des dangers spécifiques aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac afin de confirmer l'absence d'effets significatifs pour l'homme en dehors des limites de propriété de l'établissement.

Ce document a été remis par transmission en date du 24 janvier 2006.

L'analyse critique a porté essentiellement sur :

- une nouvelle analyse des risques,
- l'analyse de la réduction des risques à la source,
- l'exhaustivité et la pertinence des scénarii retenus ainsi que leur évaluation,
- la validation des mesures techniques et/ou organisationnelles de réduction/suppression des effets des accidents décrits,
- la validation des nouvelles zones de dangers après mise en œuvre de ces mesures.

4.2 – Avis du tiers expert

Le tiers expert conclut ainsi son analyse critique :

« Je conclurai que l'étude de danger a été bien approchée et que les différents scénarii envisagés sont réalistes. Cependant j'ai repris quelques scénarii qui pourraient avoir lieu en situation exceptionnelle ou phase transitoire de fonctionnement notamment lors d'arrêts pour grosse intervention mécanique.

Afin de maintenir les zones de concertation à l'intérieur de la limite de propriété, et ne pas importuner le voisinage actuel, il sera nécessaire de procéder aux aménagements complémentaires suivants :

- mise en parallèle de toutes les détections NH3¹ en SDM 1², SDM 2 et confinement condenseurs de façon à arrêter en sécurité les 2 SDM 1 et 2 simultanément ;
- reprendre l'étanchéité de la zone des confinements condenseurs, notamment vers les portes d'accès et vers le regard d'évacuation vers les EU³ ;
- ramener les évacuations de soupapes à l'entrée de la cheminée.

[...]

¹ ammoniac

² salle des machines

³ eaux usées

L'installation est correctement entretenue et ne présente pas de risques immédiats dus à une dégradation du matériel. Afin de garantir ce bon état, il faut continuer tous les programmes de maintenance de l'installation et former régulièrement le personnel d'intervention au matériel qu'il a en charge, même si l'installation a un fonctionnement automatique. »

4.3 – Réponse du pétitionnaire

En réponse aux conclusions du tiers expert mais également à ses recommandations faites au cours de l'analyse critique, le pétitionnaire a proposé un échéancier de mise en œuvre des mesures correctives qui s'étale de février à septembre 2006.

5. Evolution du dossier

Par transmission en date du 26 janvier 2006, le pétitionnaire a communiqué à Madame la Préfète d'Ille-et-Vilaine l'ensemble des éléments d'information relatifs aux modifications projetées par rapport au projet décrit dans son dossier de demande d'autorisation.

Les principales modifications concernent ses installations frigorifiques, l'objectif étant le remplacement du fluide frigoporteur utilisé pour la production de froid positif afin de limiter les phénomènes de corrosion.

Le projet comprend pour la salle des machines n° 1 qui devra être étendue de 39 m², l'ajout de :

- deux compresseurs (puissance absorbée : 2 x 200 kW),
- une bouteille basse pression,
- un échangeur ammoniac/eau glycolée,
- un condenseur évaporatif (puissance thermique évacuée : 1 800 kW).

La quantité d'ammoniac en salle des machines n° 1 sera augmentée d'environ 180 kg.

Cette extension de l'installation bénéficiera des mesures de protection similaires à celles déjà en place (détection NH3, etc.).

Par ailleurs, le pétitionnaire projette l'implantation d'un nouvel atelier de conditionnement (200 m²) dans une partie du stockage des emballages existant et l'extension du stockage des emballages en vue de récupérer la surface occupée par le nouvel atelier.

Les règles générales de construction de l'établissement seront respectées (murs coupe-feu, sprinklage ...).

6. Avis de l'Inspection

L'évolution du projet intervenue après enquête publique ne constitue pas une modification notable au sens de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Les modifications projetées sont accompagnées de mesures compensatoires complémentaires qui rendent l'impact supplémentaire qu'elles pourraient induire négligeable.

En particulier, elles ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude des dangers spécifiques aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac et de son analyse critique.

Cette dernière conclut favorablement quant à l'approche du risque lié à l'ammoniac réalisée par le pétitionnaire. Celui-ci s'est engagé dans un plan d'actions pour 2006 afin de répondre à l'ensemble des recommandations du tiers expert.

Les éléments d'information et les propositions du pétitionnaire exposés dans le dossier soumis aux enquêtes publique et administrative, complétés au cours de l'instruction, présentent l'ensemble des dispositions techniques prises ou prévues par l'exploitant pour réduire, voire supprimer, les dangers ou inconvénients générés par ses activités.

Celles-ci nous paraissent satisfaisantes pour préserver les intérêts de l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et permettent l'élaboration des prescriptions réglementaires correspondant aux activités exercées.

Par conséquent, nous émettons un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter les activités de la S.A.S. BRIDOR pour son site de SERVON-SUR-VILAINE

7. Conclusion

Au regard des dispositions de protection de l'environnement prévues par l'exploitant, des observations émises lors des enquêtes publique et administrative, des réponses apportées par le demandeur aux observations émises au cours de la procédure, nous formulons la proposition suivante :

Considérant la compatibilité du projet avec le règlement du PLU de SERVON-SUR-VILAINE;

Considérant les moyens mis en œuvre en matière de défense extérieure incendie ;

Considérant les mesures prises pour réguler le rejet des eaux pluviales collectées sur le site et confiner les eaux d'extinction d'incendie ;

Considérant que les valeurs limites de rejet des effluents en sortie de station permettent de respecter les objectifs de qualité du milieu ;

Considérant les dispositions prévues par la SAS BRIDOR pour maintenir les zones d'effets significatifs pour l'homme en cas de fuite d'ammoniac dans les limites de propriété de l'établissement et garantir ainsi la sécurité des tiers ;

Considérant l'avis du tiers expert sur l'étude des dangers spécifiques aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac confirmant l'absence d'effets significatifs pour l'homme en dehors des limites de propriété de l'établissement dans la mesure où des aménagements complémentaires sont réalisés ;

Considérant que l'ensemble des observations exprimées au cours de la procédure réglementaire ne mettent pas en évidence de dispositions d'ordre réglementaire ou d'intérêt général susceptibles de s'opposer à l'autorisation d'exploiter des installations par la SAS BRIDOR ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le site d'implantation et son organisation tiennent compte de l'analyse des effets prévisibles, directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé .

Considérant que les évolutions intervenues dans le projet au cours de l'instruction et notamment après l'enquête publique ne constituent pas des modifications notables au sens de l'article 20 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et que les mesures compensatoires complémentaires prévues rendent l'impact supplémentaire qu'elles pourraient induire négligeable ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène de se prononcer sur le projet d'arrêté ci-joint qui renferme les prescriptions régissant le fonctionnement de la S.A.S. BRIDOR à SERVON-SUR-VILAINE.

Ces prescriptions ont fait l'objet d'une consultation du pétitionnaire dont les observations ont été prises en compte à l'exception des suivantes :

- indiquer la possibilité d'une dérogation à la période d'interdiction d'épandage sur grandes cultures de printemps (article 8.1.6) : le pétitionnaire devra, le cas échéant, déposer une demande conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 relatif au programme d'action « Nitrates » ;
- limiter les analyses bactériologiques annuelles sur les sols sur une période probatoire de trois ans au terme de laquelle, en cas de non-contamination, elles ~~seraient stoppées~~ (article 8.1.11.2.2) : le pétitionnaire devra, le cas échéant, faire cette demande au terme de cette période ; elle sera soumise pour avis à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, service demandeur de ces analyses lors de l'instruction de la demande d'extension du périmètre d'épandage autorisée par arrêté préfectoral du 10 août 2005.

L'Inspecteur des Installations Classées,

